

DREF Operation n° MDRCD016 Operational Review Report



République Démocratique du Congo / Révision DREF avril 2016 © Lili Bazin

La révision du DREF s'est déroulée du 25 au 29 avril 2016 à Kinshasa. L'équipe de révision inclut IFRC Africa Regional DM, PNS Swedish Red Cross Senior DR Advisor. L'équipe de gestion de catastrophes de la Croix Rouge Congolaise, spécialement le Coordinateur National en Gestion de Catastrophes et le Coordinateur en réduction des risques liés aux catastrophes ont été essentiels au succès de cette révision. Les bénéficiaires, les volontaires impliqués dans les opérations, ainsi que les partenaires clés de la réponse à la catastrophe ont participé au processus.

Auteurs Lili Bazin (Swedish Red Cross) et Erwan Cheneval (IFRC)



Equipe de la Croix Rouge de la Rép. Démocratique du Congo lors de l'atelier leçons apprises avril 2016

Remerciements

Au nom de la Société Congolaise de la Croix Rouge et la Fédération Internationale de la Croix Rouge et du Croissant Rouge (FICR), les auteurs tiennent à remercier tous ceux qui ont rendu cet exercice possible, et expriment toute leur gratitude aux volontaires et à toutes les personnes qui ont participé à cette révision.

On behalf of the Congolese Red Cross Society and the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC), the authors would like to thank all those that made this exercise possible, with gratitude extended to the people who participated, and volunteers who assisted.

Table of Contents

Abréviations/acronymes.....	4
Résumé.....	5
Summary.....	5
Chapitre 1 Introduction.....	6
1.1 Historique.....	6
1.2 Objectif.....	7
1.3 Méthodologie.....	7
1.4 Limitations.....	8
Chapitre 2 Résultats principaux.....	8
2.1 Secteurs d'opération.....	8
2.2 Services de support des programmes.....	10
2.3 Indicateurs de performance.....	14
Chapitre 3 Etudes de cas.....	16
Chapitre 4 Conclusions.....	16
Chapitre 5 Leçons apprises.....	17
Lessons learnt	17
Chapitre 6 Recommandations.....	18
Recommandations.....	19

Abréviations/acronymes

CRCR	Mouvement de la Croix Rouge et du Croissant Rouge
CR RDC	Croix Rouge de la République Démocratique du Congo
DREF	Fonds de réponse d'urgence aux catastrophes
EA	Appel d'urgence
FGDs	Focus Group Discussions
FICR	Fédération Internationale des Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge
GC	Gestion de catastrophes (département de la CR RDC)
IFRC	International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies
MSF	Médecins Sans Frontières
NFI	Non Food Items
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
RDC	République Démocratique du Congo
RCRC	Red Cross Red Crescent
RDRT	Regional Disaster Response Team
SN	Société(s) Nationale(s)
UNICEF	United Nations Children's Fund

Résumé

Dès le mois de novembre 2015, des pluies intenses en République Démocratique du Congo engendrent des inondations dans plusieurs régions du pays, incluant les communes de Massina, Mont N'Gafula et Ngaliema de Kinshasa. Le 19 décembre 2015, la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge (FICR) libère CHF 191,646 du Fonds de réponse aux catastrophes (DREF) en appui à la Croix Rouge de la République Démocratique du Congo (CR RDC) pour aider l'organisation à répondre aux besoins de la population dans les communes de Debonhome, Kingabua-Ndanu, Kingabua-Pêcheur et Salongo de Kinshasa. À la suite d'une évaluation des besoins, une somme supplémentaire de CHF 98,979 est allouée le 25 février 2016, pour un total de CHF 290,625, afin d'élargir les activités planifiées aux quartiers de Kindele, Kimbondou, Masanga-Mbila et Ngansele dans la commune de Mont N'Gafula. Le support de la FICR inclut le déploiement de 2 RDRT, abris et logistique, pour appuyer les efforts de la CR RDC.

Une visite de révision des opérations suit les interventions la dernière semaine d'avril 2016. Le processus de révision inclut des rencontres avec le staff de la CR RDC, les volontaires et les bénéficiaires, ainsi que des rencontres avec les partenaires clefs, Croix Rouge partenaires présentent en RDC et les autorités politico-administratives incluant bourgmestres et le Secrétaire Général des Affaires humanitaires, et des visites sur le terrain des opérations.

Les principaux résultats indiquent une réponse de qualité, adéquate et pertinente, et très appréciée par les populations touchées par les inondations. Le délai de mise en œuvre a été plus long que souhaité, dû à certaines lourdeurs administratives internes, et à des retards dans l'obtention des fonds par la FICR. La CR RDC a été le seul acteur à répondre aux besoins créés par les inondations, et un nombre restreint de bénéficiaires a pu être assisté (entre 10-20% des personnes touchées, selon les quartiers ciblés). Bien que limitée, l'intervention a réellement identifié les plus vulnérables parmi la population.

Les recommandations incluent un effort accru de coordination avec les autorités locales, notamment au niveau du processus de sélection des bénéficiaires, une communication plus claire avec la population et les volontaires sur le rôle, le mandat et les capacités de la CR RDC, la création d'une base de données des volontaires, la création d'un plan de contingence en cas d'inondations, se basant sur une réponse modeste permettant à la CR RDC de bâtir son expérience et d'augmenter ses capacités de façon progressive et durable, et finalement une traduction des outils DREF en français pour faciliter la coordination entre la FICR et les collègues des Sociétés Nationales francophones.

Summary

From mid-November 2015, extensive rainfall in the Democratic Republic of Congo (DRC) led to flooding across the country, including in the Districts of Massina, Mont N'Gafula and Ngaliema of the capital Kinshasa. On 19 December 2015, the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC) released CHF 191,646 from the Disaster Relief Emergency Fund (DREF) to support the Red Cross of the Democratic Republic of the Congo (CR RDC) respond to the needs of the affected population in the in the Debonhome, KingabuaNdanu, KingabuaPêcheur and Salongo neighbourhoods of Kinshasa. Following the completion of a needs assessment, an additional allocation from the DREF of CHF 98,979 was released (Total allocation: CHF 290,625) to expand the planned activities into the Kindele, Kimbondou, Masanga-Mbila and Ngansele neighbourhoods in the Mont N'Gafula municipality. IFRC support to CR RDC includes the deployment of 2 RDRTs in shelter and logistics.

A DREF revision visit followed the intervention during the last week of April 2016. The revision process included meetings with CR RDC staff and volunteers, the beneficiaries, meetings with key partners, such as Red Cross PNS in country and administrative authorities, district mayors, Humanitarian Affairs General Secretary, and field visits.

Main results indicate a good response, adequate and relevant, and very appreciated by the affected population. The delay in implementation has been longer than expected, due to slowness of some internal processes and to delays in funds transfer from IFRC. The CR RDC was the only actor responding to the needs during those floods, and only a limited number of beneficiaries has been assisted (between 10-20% of the affected population, depending on the neighbourhood). Although limited, the operation has successfully identified and targeted the most vulnerable.

Recommendations include an improved coordination with local authorities, especially during the beneficiary selection, a better communication with the population and the volunteers in the community on the role, mandate and capacity of the CR RDC, the creation of a volunteer database, the creation of a contingency plan for floods, based on a modest response allowing CR RDC to build experience and increasing its capacity in a progressive and sustainable way, and finally the translation of the DREF tools in French to ease coordination between IFRC and French speaking National Societies.

Chapitre 1 Introduction

1.1 Historique

Dès le mois de novembre 2015, des pluies intenses en République Démocratique du Congo engendrent des inondations dans plusieurs régions du pays. Le 6 décembre 2015, les pluies font déborder la rivière N'djili, inondant les quartiers de Debonhome, Kingabua-Ndanu, Kingabua-Pêcheur et Salongo de la capitale Kinshasa, touchant 10,560 personnes (2,112 familles), causant la mort de 31 personnes et en blessant plusieurs autres. D'autres communes de Kinshasa sont également inondées par les pluies continues de janvier et février, incluant les communes de Massina, Mont N'Gafula et Ngaliema.

Le 19 décembre 2015, la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge (FICR) libère CHF 191,646 du Fonds de réponse aux catastrophes (DREF) en appui à la Croix Rouge de la République Démocratique du Congo (CR RDC) pour aider l'organisation à répondre aux besoins de la population dans les communes de Debonhome, Kingabua-Ndanu, Kingabua-Pêcheur et Salongo de Kinshasa. À la suite d'une évaluation des besoins, une somme supplémentaire de CHF 98,979 est allouée le 25 février 2016, pour un total de CHF 290,625, afin d'élargir les activités planifiées aux quartiers de Kindele, Kimbondi, Masanga-Mbila et Ngansele dans la commune de Mont N'Gafula; les activités sont également révisées afin d'inclure une composante Abris. Au total, 10,560 personnes (2,112 familles) sont assistées par ces opérations DREF.

Dès le début des pluies, les volontaires de la CR RDC se mobilisent dans leur quartier pour venir en aide aux personnes sinistrées, et rapporte la situation à leur structure de coordination. L'information est relayée jusqu'au bureau national de gestion de catastrophes de la CR RDC, et le 7 décembre 2016, après des pluies particulièrement fortes, une équipe composée de staff CR RDC du niveau national et de la province de Kinshasa visite les lieux pour faire une première estimation. Les volontaires (secouristes) apportent leur aide aux victimes et facilitent leur évacuation. Une alerte DMIS suit quelques jours plus tard, ainsi qu'une demande de DREF, approuvée le 19 décembre 2015.

Dans cette intervention, la CR RDC s'implique majoritairement en secours d'urgence, sensibilisation, kits non alimentaires (NFI) (cuisine, hygiène) ainsi qu'en abris temporaire (kits et bâches, distribution et construction). 2 RDRT sont mobilisés pour soutenir les efforts de la CR RDC, 1 RDRT Logistique (déploiement d'un mois à partir du 6 janvier 2016), 1 RDRT Abris (du 11 janvier au 13 mars 2016).

La sélection des bénéficiaires est effectuée dans les jours suivants les inondations. Pour les communes de Matete et Limete, les distributions de jetons et de kits abris (Limete), kits NFI (Matete) aux bénéficiaires se sont déroulées dans la première semaine de février. Dans la commune de Mont N'Gafula, la distribution des

kits abris s'est déroulée entre le 6 et le 9 avril; les distributions des kits NFI s'est déroulées entre le 14 et le 17 avril.

Les dernières activités de cette opération sont les activités d'assainissement, qui se sont terminées à la fin du mois d'avril, pendant la visite de l'équipe de révision. Les équipes ont été croisées pendant une visite dans la commune de Mont N'Gafula.

Outre les activités de sensibilisation et d'éducation sur les risques sanitaires, des activités d'assainissement ont été menées, et les dernières séances se sont déroulées pendant la dernière semaine d'avril. Il s'agit de désinfecter les latrines (pulvérisation d'une solution chlorée dédiée à la désinfection) ayant débordés pendant les inondations, afin de prévenir les risques de maladie.

1.2 Objectif

1. Évaluer l'efficacité des opérations MDRCD016 par rapport aux objectifs et aux résultats fixés par le plan d'action.
2. Permettre d'établir les succès et les défis sous forme de leçons apprises des opérations MDRCD016 afin de formuler des recommandations pour les opérations DREF, les Appels d'urgence (EA) ou d'autres opérations pertinentes de la CR RDC.

1.3 Méthodologie

Révision des documents et des données secondaires, incluant (mais non limité à) :

- MDRCD016 RDC Inondations – EPoA
- MDRCD016 RDC Inondations – Budget
- MDRCD016 RDC Inondations – Operations Update no.1
- Rapports sur la formation des volontaires CR RDC
- Rapports de surveillance terrain de la CR RDC (et SitReps)
- Plan de surveillance de la CR RDC
- Rapports de suivi financier de la CR RDC
- Rapports d'évaluation et rapports des partenaires externes
- Rapports sur les leçons apprises des opérations précédentes
- Politiques de la CR RDC en gestion de catastrophes, santé, mandat, plan annuel, etc.
- Procédures de la CR RDC, plans de réponse et de programme, ressources humaines (organigramme) – si disponible et incluant les relations bilatérales
- Rapports de mission RDRT

Entrevues des informateurs clefs (utilisant des outils standardisés) – en tenant compte pour chaque lieu d'intervention de :

- a. populations touchées par l'opération – en s'assurant que l'échantillon est représentatif de la population : hommes/femmes, enfants, personnes âgées, personnes vivant avec un handicap, etc.
- b. représentants des employés de la CR RDC dans chaque domaine technique et pour chaque lieu d'intervention
- c. FICR Cluster pays Centre-Afrique / bureau local
- d. ONGs et agences des NU locales
- e. Sociétés Croix Rouge partenaires
- f. Partenaires gouvernementaux locaux

Enquête de satisfaction des bénéficiaires avec :

- a. les bénéficiaires (utilisant des outils standardisés) – en s'assurant que l'échantillon est représentatif de la population : hommes/femmes, enfants, personnes âgées, personnes vivant avec un handicap, etc.

Groupes de discussion (utilisant des outils standardisés) avec:

- a. les bénéficiaires
- b. les volontaires de la CR RDC impliqués dans les interventions
- c. les communautés voisines (si possible)

Atelier sur les leçons apprises incluant toutes les niveaux impliqués dans les interventions (utilisant des outils standardisés):

- a. Employés locaux
- b. Employés du siège (gestion de catastrophes, santé, support technique et représentants des différents départements)
- c. volontaires
- d. Management de la CR RDC
- e. Autres acteurs clefs / partenaires selon la pertinence

Production d'un document d'étude de cas / de leçons apprises (maximum 4 pages), proposant une description des opérations, incluant les succès, les échecs, les leçons apprises, des témoignages des agences/volontaires et des images dans le but d'être partagé avec les partenaires/donateurs.

1.4 Limitations

L'équipe de révision est composée de deux personnes au lieu de 3 initialement prévue. L'expert abris n'a pas pu se joindre à la révision.

Le temps limité pour effectuer la révision n'a malheureusement pas permis aux auteurs de rencontrer le bourgmestre de Matete, ni les représentants de la Croix Rouge Française et de la CR Espagnole. Ces derniers n'étant pas impliqués dans les opérations DREF, il a été jugé plus pertinent de se concentrer sur les visites terrains. Les représentants de la CR Suédoise et de la CR de Belgique ont été rencontrés.

Il aurait également été intéressant de pouvoir recueillir le témoignage des organisations humanitaires travaillant sur la Province de Kinshasa dans la mesure où aucune d'entre elles n'a semblé intervenir dans le cadre des inondations malgré l'ampleur de la catastrophe, et que les raisons en demeurent à ce jour inexplicables.

Enfin, il est important de relever que certaines activités planifiées n'étaient pas achevées lors de la mise en œuvre de la revue. Cela a toutefois permis de voir les équipes de la CR RDC en action.

« Ensemble, tout est possible! »

Chapitre 2 Résultats principaux

2.1 Secteurs d'opération

N.B. Les secteurs, *outcome* et *output* sont directement extraits du plan d'action pour information et ne sont pas traduits en français.

Quality programming / Areas common to all sectors

Outcome 1: Continuous and detailed assessment and analysis is used to inform the design and implementation of the DREF operation

Output 1.1: Rapid and detailed needs assessment are carried out to inform the preparation/revision of the Emergency Plan of Action; and continuous coordination with all stakeholders

Health and Care

Outcome 2: Immediate risks to health are reduced through the provision of community based health services in flood-affected areas of Democratic Republic of Congo, over a period of two months

Output 2.1: Target population provided with access to community based health services, including provision of first aid; and distribution of mosquito nets (Target: 2,500 people (500 families))

Water, sanitation and hygiene promotion

Outcome 3: Immediate risk of waterborne disease is reduced through the provision of improved water, sanitation and hygiene promotion in flood-affected areas of Democratic Republic of Congo, over a period of two months

Output 3.1: Target population is provided with improved access to safe water supply (Target: 2,500 people (500 families))

Output 3.2: Target population is provided with adequate environmental sanitation measures (Target: 2,500 people (500 families))

Output 3.3: Target population is provided with hygiene promotion, which meets SPHERE standards (Target: 2,500 people (500 families))

Shelter and settlements

Outcome 4: Immediate shelter and settlement needs of the target population in flood-affected areas of DRC are met over a period of two months

Output 4.1: Target population is provided with Non-Food Items (NFIs) and emergency shelter items (Target: 2,500 people (500 families))

Pertinence et adéquation

Les activités sont jugées pertinentes et adaptées aux besoins exprimés par les bénéficiaires. Selon les témoignages collectés lors des différentes rencontres et visites terrain effectuées, l'aide a été unanimement appréciée à la fois par les bénéficiaires, les autorités locales et les agences onusiennes. En revanche, le court terme de l'intervention et de certains matériaux (les bâches en particulier) a créé des difficultés : des bandits ont pu déchirer les bâches pour saisir les biens des sinistrés; les bâches n'offrent pas une solution d'habitation à long terme et les sinistrés doivent encore trouver des solutions pour leur futur.

Efficience

Le rapport final sur les activités DREF n'est pas encore publié (à venir 3 mois après la fin des activités). Cependant, il semble clair que la majorité des activités ont été réalisées avec succès. Le temps de mise en œuvre a été trop long, selon la CR RDC et les bénéficiaires (jusqu'à 3 mois après la catastrophe).

- Certaines limites sont dues au retard de transfert des fonds DREF, notamment après la révision (février 2016, fonds reçu en avril 2016).
- La sélection des bénéficiaires a parfois été difficile, compte tenu du contexte urbain, des nuances entre locataires et propriétaires et à la complexité de l'aspect foncier en RDC (pour la composante Abri) et de la distance à parcourir à pied pour le cas de la commune de Mont N'Gafula notamment.

Bien que tardives, les activités de distribution ont été très appréciées, et demeurent pertinentes. En revanche, ce retard a un impact sur la pertinence des activités eau et assainissement : on peut en effet douter de l'effet préventif des Aquatabs, du savon et des autres mesures hygiéniques 3 mois après le désastre. Ces produits demeurent toutefois utiles et appréciés en général.

Le suivi des activités a été très bien effectué, et a permis d'adapter la réponse selon les leçons tirées des activités mises en œuvre. Effectivement, la stratégie de mise en œuvre de la composante Abri dans Mont

N'Gafula a été modifiée avec succès pour éviter les défis rencontrés à Limete avec les propriétaires de terrain.

Efficacité

Le matériel distribué est utile et approprié aux besoins, et très apprécié par les bénéficiaires. Les différents départements, logistique, ressources humaines, finance et communication ont été sollicités et ont soutenu la réponse. Il est un peu tôt pour bien juger de l'efficacité du département finance. Des retards avec les perdiem des volontaires ont été mentionnés.

La collaboration de tous les départements a été soulignée par plusieurs comme une belle réussite. La mise en pratique des leçons apprises en cours d'activités en témoigne.

Couverture

Les activités ont rejoint une partie de la population cible, selon les moyens alloués. Le nombre de sinistrés répondant aux critères établis de vulnérabilité a été estimé à 1080 familles. Le budget a été limité à 500 familles pour demeurer dans les limites du DREF. Environ 500 familles dans le besoin n'ont pas été assistées, aucun autre acteur n'étant intervenu au côté de la Croix Rouge.

Cohérence

Le plan de mis en œuvre a été respecté, mais avec des délais supérieurs à ceux initialement prévus. La Croix Rouge a été le seul acteur à intervenir dans les quartiers sinistrés identifiés, et n'a pas eu à coordonner avec qui que ce soit. La coordination avec le Ministère des Affaires Humanitaires a été tout à fait adéquate, mais déficiente auprès des autorités locales, comme les bourgmestres communaux. Cela n'a créé aucun incident, grâce à la bonne volonté de chacun, et a été noté comme point à améliorer.

Une tentative de support de l'UNICEF a été amorcée, qui aurait pu augmenter la capacité de réponse et le nombre de bénéficiaires par 500 kits additionnels. Malheureusement, cette tentative n'a pas abouti, par la faute d'un contentieux non-réglé sur un programme antérieur de prévention de choléra, exigé par UNICEF. Cet aspect, sans lien direct au DREF, mérite un suivi de la part de la CR RDC et la FICR.

Durabilité & connectivité

Le cadre d'intervention de ce DREF n'a permis pas de répondre à des problématiques prégnantes, telles que la perte de moyens de subsistance des sinistrés (champs, cultures, moyens de production, détruits, ainsi que la perte d'outils essentiels des professionnels tels que les menuisiers, couturiers, etc.).

Les apprentissages réalisés au cours de ce DREF ont permis d'identifier le manque de préparation aux inondations parmi la population et au sein de la Croix Rouge. Malheureusement, le manque d'outils demeure pour palier à ces manques dans le futur.

2.2 Services de support des programmes

Développement Organisationnel

Le département développement organisationnel est reparti en plusieurs divisions parmi lesquelles :

- La section PMER
- La section Genre et Jeunesse
- La section mobilisation des ressources

Ce département est également en charge avec la collaboration du département RH et volontariat à la définition de la stratégie portant sur les volontaires.

Pendant cette opération DREF, le rôle du département a été de suivre et d'évaluer les activités mises en œuvre par les équipes sur le terrain, de collecter les informations issues des évaluations initiales, ainsi que de diffuser ces informations auprès des partenaires et parties prenantes concernées par cette opération.

Les équipes chargées de la mise en œuvre de la réponse financée par le DREF étaient composées de la Division Gestion des désastres et des Catastrophes, de quelques partenaires du mouvement (notamment la CR de Belgique, et la CR Canadienne) ainsi que les équipes opérationnelles du comité provincial de Kinshasa.

Des formations ont été dispensées pour la mise en œuvre de la réponse:

- Formation de construction abri dispensée par technicien abri RDRT et le responsable de gestion des catastrophes (ce dernier ayant déjà des connaissances et une formation sur cette thématique) d'une durée de deux jours.
- Formation sur l'assainissement et le traitement de l'eau dispensée par le Directeur de département Santé et les membres de sa division WASH d'une durée de deux jours (désinfection, préparation de solutions chlorées, utilisation des Aquatabs).
- Formation sur la communication avec les bénéficiaires notamment pour ce qui concerne la sensibilisation.

Ressources Humaines

Les volontaires ont été identifiés au niveau des 3 communes ciblées par chaque comité de commune de la Province de Kinshasa. Le comité Provincial a été en charge de la transmission des noms des volontaires identifiés pour la réponse d'urgence planifiée. Cependant, il est à noter que la CR RDC ne possède pas de base de données à jour sur les volontaires et les éventuels spécialistes parmi ceux-ci. La vitesse de mobilisation des volontaires demeure malgré tout rapide (<24h). Il faut également noter qu'un nombre supérieur de volontaires que celui requis s'est présenté lors de la mobilisation, et que le travail a été réparti sur ce nombre augmenté.

Les volontaires mobilisés ont bénéficié d'un perdiem dont le montant a varié en fonction des comités de communes et du nombre de volontaires s'étant présentés. Il a été relevé par les équipes du siège et de la province que le budget du DREF avait fixé un montant pour ces perdiems qui ne correspondaient pas forcément aux montants pratiqués dans le pays. En effet, une politique officielle est appliquée au Congo, et le montant des perdiems est le suivant (les différences se basent sur les compétences spécifiques requises des volontaires) :

- 10 \$US pour les volontaires de manœuvre (sensibilisation, manutention....)
- 20 \$US pour les volontaires techniciens

L'absence de base de données peut constituer un frein à la mobilisation des volontaires dans le cadre d'une réponse d'urgence, la gouvernance de la CR RDC a déjà identifié cette problématique et déjà élaboré un plan d'action destiné à y remédier avec l'appui de SN partenaires, elle prévoit d'autre part l'élaboration de plan de contingence qui identifieront sans doute au préalable un nombre de volontaires à mobiliser en cas d'occurrence de catastrophes.

Logistique & Approvisionnement

La logistique a été impliquée dans la réponse lors de la phase des achats du matériel devant servir à la réponse en abri, biens non alimentaires et produits de traitements de l'eau.

Les montants ont nécessité la rédaction et la publication d'appels d'offres, et le processus d'approvisionnement a été suivi, en s'assurant de la qualité du matériel. Lors de la rencontre avec l'équipe de révision, UNICEF a souligné la qualité supérieure des produits distribués par la CR RDC. Selon les informations collectées, des difficultés ont été rencontrées sur la définition du contenu des kits, une liste a donc été élaborée par la CR RDC pour pallier à cela.

Approvisionnement:

- Kits abris : bâches, clous, bois et outils et outils destinés à la construction des abris d'urgence
- Kits non alimentaires (NFI): ustensiles de cuisine, moustiquaires, matériel hygiénique (savon, hygiène féminine, brosse-à-dents)
- Santé – WASH : pulvérisateur et équipement de protection, trousse de premiers secours

Le département logistique a d'autre part été appuyé par le technicien logistique RDRT ainsi que par des "spécialistes" issus des départements Santé couvrant la division WASH et Gestion des risques et des catastrophes pour le choix du matériel. Voir les rapports du RDRT Abris en ANNEXE I et du RDRT Logistique en ANNEXE II.

Le délai de traitement pour un cycle complet d'achat demeure relativement long. Dans cette opération, entre la demande initiale d'approvisionnement et la livraison des kits familles (NFI hygiène et abris), il a fallu entre 6 et 8 semaines. Il faut noter que le processus d'approvisionnement a été très bien mené, et outre l'appui des départements Santé et Gestion de catastrophes dans le choix du matériel, les RDRT déployés en appui aux équipes techniques et logistiques ont participé activement à la sélection des articles (vérification de la qualité des articles notamment), au processus d'approbation des dépenses, jusqu'à la distribution. Les paiements ont été effectués par chèque, et les GRN ont été signés par le département Gestion de catastrophes.

Le prix des bâches a causé quelques difficultés. Le prix sur le marché local des bâches de la qualité exigée par la FICR est de \$75. Le budget a limité le prix à \$16. Après révision, le prix a été augmenté à \$45, mais il n'y a pas de différence de qualité entre les bâches de \$25 et de \$45, et la sélection s'en est tenu aux bâches de \$25, réduisant la dépense prévue (remboursement). Soulignons ici que la différence de qualité a un impact limité sur la satisfaction des bénéficiaires, les plaintes de ces derniers concernant l'insécurité d'une bâche face aux bandits. Les bâches déchirées ou volées dans des agressions nocturnes ont été constatées lors de la visite de révision et ce à plusieurs reprises.

Partenariat & mobilisation des ressources

Plusieurs réunions de coordination ont eu lieu au sein de la CR RDC, ainsi qu'avec les Sociétés Nationales ayant donné un appui conseil à la CR RDC (Croix Rouge de Belgique et Croix Rouge Canadienne), et également avec les agences Onusiennes en charge de la coordination humanitaire au niveau national et provincial¹. Il faut noter que sur les 14 organisations humanitaires présentes au niveau provincial, la CR RDC a été la seule à répondre à l'urgence inondations sur les 3 communes les plus touchées.

Les réunions inter-agences ont été gérées par OCHA chaque deux semaines. Les RDRT et le directeur de la gestion de catastrophes CR RDC y ont participé. Il a été demandé lors de ces rencontres que le gouvernement prenne la direction des opérations d'urgence, ce qui n'a pas été le cas. Un cluster pour la ville de Kinshasa (CEPIOC) s'est réuni une fois par mois pour discuter des inondations; des invitations ont été envoyées de façon régulière. Enfin, UNICEF a proposé à la CR RDC de lui fournir 500 kits NFI afin de pouvoir appuyer les familles sinistrées, cet appui n'a cependant pas abouti suite à des difficultés administratives.

Rôle joué par les autorités politico administratives

Le rôle joué par les autorités politico administratives a été très limité dans la mise en œuvre de la réponse aux inondations en règle générale et sur les 3 communes couvertes par la CR RDC en particulier. Deux bourgmestres ont pu être interviewés dans le cadre de cette révision, il s'agit du bourgmestre de la commune de Matete et de l'adjoint bourgmestre de la commune de Mont N'Gafula.

La province de Kinshasa est subdivisée en 24 communes. Chaque commune a à sa tête un bourgmestre, appuyé au niveau des quartiers par des chefs de quartier, des chefs d'avenue et enfin des chefs de rue. En cas de catastrophes, telles que celles créées par les inondations, le bourgmestre et son équipe sont

¹ Les minutes d'une réunion de coordination sont disponibles en ANNEXE III de ce rapport.
Rapport de révision de l'opération DREF MDRCD016

responsables de l'envoi d'équipes d'évaluation sur le terrain en charge d'évaluer les dégâts. Un rapport doit être rédigé et transmis au gouverneur de la Province de Kinshasa afin de déterminer quelle réponse peut être mise en œuvre pour les populations sinistrées. Le gouverneur peut dépêcher sur le terrain sinistré sa propre équipe afin de constater les conclusions du rapport ; il peut également demander que la population soit déplacée. Si certaines visites de terrain de la CR RDC ont été effectuées en simultané avec les comités de commune, une coordination concrète de réponse ne s'est malheureusement pas mise en place entre les deux acteurs, la CR RDC ayant été la seule à répondre aux besoins essentiels de la population touchée. Une communication informelle s'est établie entre les deux acteurs mais un manque d'appui des autorités politico-administratives peut être souligné. Les seules interventions concrètes du gouvernement se sont limitées au financement des funérailles pour les familles ayant perdu un ou plusieurs de leurs membres. Des distributions de kits² avaient également été prévues sur la commune de Limete mais n'ont pas été planifiées sur les deux autres communes suite à la mise en place d'un recensement des familles les plus touchées par les chefs de quartier sur la demande du bourgmestre. Les kits n'ont toujours pas été distribués à ce jour.

Les autorités auraient souhaité pouvoir être associées aux choix des critères de sélection des bénéficiaires et par ce biais des familles sinistrées, ce qui n'a pas été le cas pour les communes de Limete et Matete, mais l'a été pour Mont N'Gafula.

La CR RDC a cependant bien réagi en organisant les distributions au sein des maisons communales (Mairie) sur chacune des zones, n'ayant pas été en mesure d'identifier des lieux de distributions sécurisés pour les bénéficiaires. Les autorités de chaque commune ont validé cette initiative à posteriori et ont recommandé, lors des entretiens réalisés, que la CR RDC se coordonne davantage avec les autorités et officialisent son intervention par la transmission de documents écrits énonçant les activités planifiées.

Il est important de noter ici que 2016 est une année d'élections présidentielles et que la récupération politique s'avérait être un enjeu de taille dans la mise en œuvre de cette réponse aux inondations. Malgré le manque de coordination constaté, la réponse fournie par la CR RDC a été reçue de façon très positive par toutes les parties prenantes et chaque interlocuteur a relevé la pertinence de celle-ci et l'efficacité au regard de la nature du matériel distribué qui était adéquat ainsi que le délai de réponse.

Les données relatives aux communes couvertes sont les suivantes³ :

- Mont N'Gafula : environ 2 millions de personnes (la troisième commune en termes d'étendue)
- Matete : environ 500,000 personnes
- Limete : environ 230,000 personnes

Communication

Après la visite initiale d'évaluation réalisée de façon conjointe par les équipes du siège et de la province, une réunion a été organisée afin de déterminer quel type de communication pouvait être diffusé auprès des partenaires et des médias. Il était en effet important de communiquer sur les victimes, les causes et l'historique liés à ce désastre.

La section a également participé activement aux formations communication dispensées aux volontaires pour ce qui portait sur les messages clés à diffuser auprès des bénéficiaires sur le terrain et les techniques de sensibilisation. L'identification du matériel de communication sur les bonnes pratiques d'hygiène a été effectuée en collaboration avec les équipes opérationnelles et transmis aux volontaires pour les appuyer dans leurs activités suite à cette formation.

² Le nombre et le contenu de kits prévus pour cette distribution n'a pu être précisé par le Bourgmestre lors de notre entretien.

³ Source : données transmises par les bourgmestres et les comités de commune de la CR RDC.

La section communication a également décidé de mettre en œuvre un sondage après les distributions de matériels afin de déterminer quelle image renvoyait la CR RDC dans le cadre de cette réponse. Les résultats collectés lors de ces sondages ont mis en exergue l'image améliorée de la CR RDC. Les échanges avec les bénéficiaires lors de la révision ont confirmé l'image positive de la CR RDC suivant les opérations inondations. Il est important de souligner que ces actions ont été mentionnées dans les médias tels que les journaux et la télévision. L'opération a donc pu montrer les actions concrètes de la CR RDC au niveau provincial et national.

La section communication a soulevé un point important lors de nos échanges. Les outils et documents de la FICR sont tous transmis en anglais ce qui rend difficile la coordination de ce type d'opérations.

Sécurité

Aucun incident de sécurité n'a été relevé pendant les opérations DREF. Cependant, les défis de distribution, particulièrement lié à la sélection des bénéficiaires, ont été soulignés par tous. Tous les sinistrés n'ayant pas été sélectionnés par les critères de vulnérabilité, une certaine frustration a été exprimée envers les volontaires. Cette situation a été aggravée par les délais entre l'évaluation et la sélection des bénéficiaires, et la période de distribution. La CR a été perçue comme ne faisant rien avant de voir les actions concrètes, et cela a mis en danger les volontaires qui continuaient de collecter de l'information. Certains quartiers ont été évités jusqu'au moment de la distribution. Le fait d'apporter une assistance concrète a calmé les esprits, et les explications sur le choix des bénéficiaires ont été entendues par la population.

Planification, surveillance, évaluation & rapport

Tout au long de la mise en œuvre des activités du DREF, la division PMER a été responsable de l'élaboration des rapports comportant les informations et données transmises par les différents comités de commune à la Province de Kinshasa relatifs aux opérations ainsi qu'à leur envoi systématique au directeur Gestion de catastrophes pour partage avec la FICR. Il faut relever que le département PMER a déploré que les retours d'IFRC s'effectuent systématiquement en anglais et nécessitent une traduction. Selon la responsable PMER de la CR RDC, l'usage de certains termes techniques différents entre l'anglais et le français peut parfois porter à confusion pour la compréhension et la rédaction des rapports d'activités.

La division PMER a également été associée à la mise en œuvre d'un sondage destiné à évaluer la satisfaction des bénéficiaires sur les activités de la CR RDC. Cet outil était une nouveauté pour la CR RDC qui s'est inspirée de ceux utilisés par la CR Canadienne dans le cadre du programme RECA. Les volontaires ont également été interrogés sur leur niveau de satisfaction relatif à l'intervention. Les résultats du sondage sont présentés en ANNEXE IV de ce rapport.

Finance

Selon les estimations en date du 9 mai 2016, le solde non-dépensé est de CHF 33,449, indiquant donc une justification de plus de 88%. Ceci est une bonne indication, puisque les opérations viennent de se terminer. Les dépenses manquantes incluent une partie de la révision, des kits outils pour l'activité Abris, quelques per diem et coûts de formation. Certains coûts ne seront pas complétés (CHF 13,000 pour la différence sur le prix des bâches) et seront remboursés à Genève (Voir ANNEXE VI).

2.3 Indicateurs de performance

Engagement communautaire

La Croix Rouge a réalisé sur le terrain un recensement au sein de chacune des 3 communes les plus sinistrées et ciblées par l'organisation avec l'appui des leaders communautaires pour ce qui concerne Mont N'Gafula. Ce recensement était destiné à identifier les familles touchées par la catastrophe et les plus vulnérables parmi elles après application des critères.

Les critères n'ont pas fait l'objet de consultation ni auprès des leaders communautaires ni auprès de la population. Cependant, les critères choisis identifient les individus les plus vulnérables au sein de la communauté. Cela a pu notamment être confirmé par des observations directes sur le terrain et en questionnant les sinistrés.

Bien que les bénéficiaires reconnaissent ne pas avoir participé de façon directe aux activités (recensement et distributions), ils ont pu admettre avoir participé en « refusant de faire du désordre, une façon d'aider la Croix Rouge! »⁴

Il faut souligner d'autre part que les volontaires ayant mis en œuvre la réponse sont issus des quartiers sinistrés; ce sont donc eux qui ont pu aider à identifier les familles qui étaient les plus vulnérables et ont pu orienter la CR RDC dans le choix des bénéficiaires finaux avec l'application des critères de vulnérabilité. L'implication de chaque volontaire issu de ces quartiers dans le choix des critères peut être considérée comme un engagement communautaire suffisant.

Genre & diversité

Les équipes de volontaires dédiées à la mise en œuvre des activités de réponse comprenaient un nombre de femmes et d'hommes équivalent, permettant aux bénéficiaires de pouvoir communiquer librement et avec facilité avec les équipes de terrain et ce de façon adéquate tout au long de la réponse. Il est à souligner d'autre part que les formations reçues par les équipes de la CR RDC, et celles relatives à la composante Abri comprise dans le DREF, a été adressée à un public mixte de volontaires, ce qui a été fortement apprécié par les familles bénéficiaires interrogées notamment celles ayant un profil monoparental féminin, car cette configuration de mise en œuvre a pu ouvrir une fenêtre de dialogue privilégiée.

Il est à noter que les critères de vulnérabilité choisis par la CR RDC et leur permettant d'identifier les familles bénéficiaires incluent les composantes *genre et diversité*. Les visites de terrain réalisées par l'équipe de révision ont permis de confirmer que les bénéficiaires les plus vulnérables ont effectivement été ciblés par les activités et que les composantes *genre et diversité* ont été parfaitement intégrés dans le ciblage.

Les critères de sélection sont les suivants :

- Habiter le quartier
- Avoir perdu tous ses biens
- Femmes enceintes dans le ménage
- Personnes vivant avec un handicap
- Famille nombreuse (plus de 6 enfants)
- Veuve/Veuf
- Maisons totalement détruites
- Personnes âgées
- Filles mères

Dans la mesure où l'équipe de revue n'était pas présente dans le cadre de la mise en œuvre des activités de distribution, l'intégration de la composante genre et diversité n'a pu être évaluée pour cette partie. Selon les témoignages recueillis la prise en compte de cette composante a également été mise en œuvre.

Innovation en action humanitaire

Comme déjà mentionné plus haut, la composante Abri du DREF a mis en exergue les problématiques foncières notamment pour ce qui relève de l'accord du propriétaire et celle du locataire relatif à l'implantation de l'abri d'urgence. Des leçons apprises ont été tirées et appliquées pendant la mise en œuvre des activités, notamment pour les activités Abri, et des corrections ont pu ainsi être apportées pendant la mise en œuvre des activités.

⁴ Focus group sur la commune de Mont N'Gafula témoignage de Maman Bébé.
Rapport de révision de l'opération DREF MDRCD016

Chapitre 3 Etudes de cas

Le contexte politique a été problématique dans la mise en œuvre des activités sur certains sites, particulièrement pour le site de Kingabua-Pêcheur, site constitué d'abris informels habités par des déplacés de la province de l'Equateur, et occupé en dehors de tout plan d'aménagement urbain. La localisation du site à proximité d'une zone résidentielle de haut standing aurait pu exposer les bénéficiaires à des actions d'expulsions de la part du gouvernement. La CR RDC a utilisé l'aspect protecteur de l'emblème en identifiant les abris temporaires et les bénéficiaires ont témoigné de l'impact positif qui a effectivement empêché d'éventuelles actions du gouvernement sur le site.



« Moi, si j'étais le président du monde, j'interdirais toutes les armes! »⁵

Chapitre 4 Conclusions

Les différentes discussions, ateliers et activités menés pendant cette révision démontrent clairement la qualité des interventions menées par la CR RDC. Des défis importants ont été relevés, pour la satisfaction des bénéficiaires, et pour une reconnaissance accrue de la capacité de la CR RDC à répondre aux catastrophes de la part de partenaires clés, notamment les autorités politico-administratives, les agences des Nations Unies, les partenaires RCRC et principalement la population de Kinshasa.

Parmi les difficultés relevées, le délai de réponse est probablement la plus importante. Plusieurs facteurs ont aggravé ce délai :

1. délais d'approvisionnement (chaîne logistique)
2. délais de réception des fonds DREF
3. délais d'identification des bénéficiaires (réduction imposée du nombre de bénéficiaires)
4. délais de mise en œuvre, principalement l'organisation des distributions

La CR RDC a pris le temps de coordonner ses activités et a encouragé, au niveau national (direction de la gestion de catastrophes), un échange important d'informations. Cela a permis d'inclure tous les départements dans la réponse, et particulièrement d'adapter les activités selon les informations recueillies. Ce dernier point doit être souligné : la réponse à Mont N'Gafula, bien que tardive, a été adaptée suite aux leçons tirées des distributions faites dans Limete. Des écueils ont été de ce fait évités, pour la satisfaction des bénéficiaires, et tout à l'honneur de la CR RDC.

Quant au processus DREF, la difficulté de travailler et d'échanger dans différentes langues (anglais pour la FICR et français pour la CR RDC) a été relevée à de multiples reprises. Cela a pu également contribuer aux difficultés rencontrées dans la préparation du budget. Effectivement, des variations budgétaires ont créé des

⁵ Bourgmestre adjoint de Mont N'Gafula lors de l'entrevue de révision, en toute spontanéité.
Rapport de révision de l'opération DREF MDRCD016

défis importants, notamment la réduction du paiement des volontaires (ne respectant pas la politique nationale), et le prix des bâches, item essentiel aux activités Abris.

Finalement, le dévouement des volontaires et du staff de la CR RDC a fait de cette opération un succès. Une image améliorée du travail de la CR RDC et des opportunités de partenariat sont des facteurs très positifs sur lesquels il est conseillé de capitaliser. Il ne s'agit pas de brûler les étapes, mais en développant des projets de taille raisonnable, la CR RDC continuera d'avancer résolument et de s'imposer comme acteur incontournable de la gestion de catastrophes dans le pays.

Chapitre 5 Leçons apprises

Un atelier d'une demi-journée a été mené avec plusieurs membres de la CR RDC (15 personnes, ANNEXE V) représentant le niveau national (directeur gestion de catastrophe, coordinateur réduction des risques, Watsan, Développement Organisationnel, Communication, PMER, Logistique) le niveau provincial (coordinateur gestion de catastrophes,) et le niveau communal (présidente de Mont N'Gafula, coordinateur GC de Limete, Matete).

Les résultats de cet atelier sont résumés dans le tableau suivant :

Défis	Succès	Solutions/Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> Délais dans la mise en œuvre des activités Nombre de bénéficiaires servis limités (par rapport aux besoins) Délais dans l'arrivée des fonds (révision du DREF reçue en avril) Lourdeur des procédures (lenteur) BenComms, feedback faible avec les bénéficiaires, entraînant des frustrations (jusqu'aux distributions) Relocalisation des bénéficiaires interdite par les autorités Moyens limités pour supporter les volontaires (transport et téléphone) Différence entre coûts du matériel et budget 	<ul style="list-style-type: none"> Présence et engagement des volontaires Formation des volontaires Planification et mise en œuvre des activités (distribution) Développement d'un sondage de satisfaction des bénéficiaires (après 1^{ère} distribution) Collaboration entre CR et autorités, et coordination générale des activités par le HQ Synergie et collaboration entre les départements de la CR RDC (élaboration du plan d'intervention) 	<ol style="list-style-type: none"> Améliorer le feedback avec les bénéficiaires, au niveau de l'évaluation, la sélection, de la mise en œuvre des opérations et des activités. Intégrer dans les activités abris urbaines la distinction entre locataire et propriétaire Développer/raffiner les SOPs pour les urgences (alléger les procédures) Développer la formation des volontaires en évaluation Développer une base de données des volontaires incluant le type et le niveau de formation suivie Cartographier les risques (Kinshasa) Développer un fonds d'urgence pour CR RDC.

Lessons learnt

A half-day workshop was conducted with members of the CR RDC (15 people, ANNEXE V) representative of the national level (DM director, DRR director, Watsan, OD, Comms, PMER, Logistics), the provincial level (DM coordinator) and the branch level (Mont N'Gafula branch president, Limete/Matete branch DM coordinator).

The results of this workshop are summarized in the following table:

Challenges	Successes	Solutions/Recommendations
<ul style="list-style-type: none"> • Delays in implementation of activities • Limited number of assisted beneficiaries (compared to needs) • Delay in DREF money access (DREF revision allocation received in April) • Slowness of internal procedures • BenComms, low feedback with beneficiaries, leading to frustrations (until distributions) • Relocation of affected population forbidden by authorities • Limited means to support volunteers (phones and vehicles) • Cost discrepancy between budget and actual material cost 	<ul style="list-style-type: none"> • Presence and engagement of volunteers • Training of volunteers • Planning and implementation of activities (distributions) • BSS conducted after 1st distribution • Collaboration between CR RDC and authorities, and general coordination from HQ • Synergy and collaboration between departments (preparation of EPoA) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Improve feedback mechanism with beneficiaries, for evaluation, selection and implementation of activities. 2. Integrate the distinction between owner and tenant for urban shelter related activities. 3. Develop/refine emergency SOPs (lightened procedures) 4. Develop volunteer training on assessments 5. Develop a volunteer database, including training type and level 6. Risk mapping in Kinshasa 7. Develop an emergency fund for RC RDC

Chapitre 6 **Recommandations**

1. La coordination avec les autorités politico-administratives ne doit pas être négligée. Il est important d'utiliser les ressources existantes afin de ne pas les affaiblir davantage. De plus, le rôle d'auxiliaire aux pouvoirs publics de la CR RDC permet de créer une atmosphère plus saine en incluant l'administration locale dans la sélection des bénéficiaires, pouvant ainsi éviter certains conflits en n'étant pas seul responsable de l'assistance. Les administrations locales doivent être bien informées du mandat, du rôle et de la capacité de la CR RDC. Les techniques de sélection des bénéficiaires doivent être partagées, afin de faciliter le travail des équipes et pour encourager l'administration locale à jouer son rôle.
2. La base de volontaires de la CR RDC est sa plus grande force, comme ailleurs dans le mouvement. Une base de données à jour est essentielle pour bien profiter de cette ressource. La base de donnée devrait inclure (et constamment mettre à jour) les informations concernant les formations suivies par les volontaires.
3. Les stocks pré-positionnés permettent de palier à certaines lenteurs administratives incontournables. Les opérations d'urgence telles que le DREF comptent sur ces stocks pour un déploiement rapide (mobilisation presque immédiate). Les fonds budgétés sont utilisés pour remplacer le matériel engagé dans la réponse, en prenant le temps nécessaire pour les procédures d'approvisionnement, dans la limite des autorisations budgétaires. Ces stocks pourraient être améliorés, et reparti dans le pays selon la capacité des branches. Un plan national sur les stocks pré-positionnés (actuel et prévu) devrait faire partie du plan de contingence.
4. Un plan de contingence spécifique aux inondations pourrait être élaboré afin d'éviter les délais de préparation et de mise en œuvre. Cependant, ce plan de contingence devrait être planifié pour une réponse modeste (200 familles) dans un premier temps afin que la réponse puisse être mise en œuvre de façon adéquate et inclure le matériel dédié à la mise en place d'un site de distribution. Ce plan devrait

également prendre en considération les moyens logistiques et humains en amont. Des véhicules doivent être mis à disposition afin de faciliter l'accès aux sites d'interventions et permettre une mise en œuvre rapide des activités, ainsi que des moyens de communication sur le terrain.

5. Traduire les outils DREF en français pour les pays francophones, et offrir un atelier sur la préparation du plan d'action d'urgence afin d'améliorer la soumission DREF au niveau de la SN.
6. Les activités liées à l'assainissement doivent être dimensionnées en fonction des ressources financières, matérielles et humaines et devraient être mises en œuvre juste après l'urgence et non dans un délai de 3 mois afin d'éviter de futurs effets pervers. En effet, la population peut interpréter cette activité essentielle dans le cadre d'une urgence choléra comme ne revêtant pas un caractère d'urgence.
7. Une formation des volontaires relative au mandat de la CR (prévention, secourisme et réponse aux besoins essentiels en cas d'urgence) devrait être réalisée, notamment sur ce qui porte sur les limites de la réponse. Une formation sur la communication avec les bénéficiaires pourraient être réalisée conjointement afin que les volontaires puissent communiquer de façon claire sur les activités et le mandat de la CR.
8. Les activités de prévention ont été mentionnées par tous. Bien que n'entrant pas dans le cadre d'un DREF, on peut souligner que la prévention des risques et des catastrophes commencent par une évaluation claire des risques (cartographie) avant d'adapter les plans de contingence. Les activités de prévention peuvent prendre des formes multiples, comme celle illustrée par la construction d'une digue il y a une décennie par la CR RDC dans la commune de Matete⁶. Cette digue a évité les inondations jusqu'en 2015, cependant elle a eu également pour effet d'encourager la construction d'habitations dans une zone inondable. Les conditions en amont ont changé, la digue a vieilli, et des pluies plus fortes ont fini par avoir raison de la digue et ont inondé des centaines de ménages dans la commune de Matete, cette activité serait donc à renouveler mais il serait également nécessaire de sensibiliser de façon plus approfondie la population sur les risques encourus en cas de construction sur cette zone.

Recommendations

1. *Coordination with administrative authorities should not be neglected. It is important to use existing resources not to weaken them further. Furthermore, the auxiliary role of the CR RDC allows the creation of a healthier relationship by including the local administration in the beneficiary selection, avoiding potential conflicts. Local administration should be well informed of the role, mandate and capacity of the CR RDC. The beneficiary selection techniques should be shared, to ease the team work and to encourage the local administration to play its role.*
2. *The volunteer base of the CR RDC is its bigger strength, as elsewhere in the Movement. An up-to-date database is essential to take full advantage of this resource. The database should include (and regularly update) information on volunteers and trainings attended.*
3. *Pre-positioned stocks allow to bridge some inevitable administrative hurdles. Emergency operations such as DREF rely on these stocks for a rapid response (mobilisation almost immediate). The budgeted funds are used to replenish the used stocks, taking the time required to follow supply procedures, within budgeted authorised limits. These stocks could be improved, and divided in the country according to branch capacity and needs. National pre-positioned stocks plan (actual and planned) should be included in the contingency plan.*
4. *A contingency plan specific to floods could be elaborated to reduce preparation and implementation delays. However, this contingency plan should be planned for a modest response (200 families) in a*

⁶ Activité supportée par un financement de la CR Suédoise.
Rapport de révision de l'opération DREF MDRCD016

first stage, so as to implement activities adequately, and include the material needed for distribution site planning. This plan should also consider the required logistics and human needs upstream. Vehicles and communication means should be allocated to ease access to intervention sites and allow a rapid implementation of activities.

5. *Translation of the DREF tools in French, for French speaking countries should be done and a workshop on EPoA preparation conducted to improve the quality of DREF documents submitted.*
6. *Sanitation activities should be planned proportionally to the financial, human and logistics resources available and implemented directly following the disaster, and not 3 months later as it could be interpreted by the targeted population as not being an important/essential activity during cholera intervention.*
7. *A volunteer training on the mandate of the Red Cross (prevention, first aid and emergency response to essential needs) should be done, in particular focusing on the limitations of the response. A training on beneficiary communication could be done jointly so that volunteers are better equipped to communicate on activities and mandate of the CR RDC.*
8. *Although not included in DREF operations, it is worth mentioning that disaster risk reduction begins by a clear risk assessment (mapping) before adapting the contingency plans. Prevention activities can be multiple, like the construction of a dike a decade ago by CR RDC in Matete⁷. The dike has prevented flooding in the neighbourhood until 2015, but it also encouraged that building of houses not be done in a zone prone to flooding. The upstream conditions have changed, the dike aged, and heavy rains have finally damaged it and flooded hundreds of households in Matete. The dike can be rebuilt/rehabilitated, but it would be better to sensitize the population on the risks of building in that zone.*